

Arrêté

**d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation d'une papèterie
par la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN sur la commune de Biganos**

Le Préfet de la Gironde

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 » ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime à déclaration au titre de la rubrique n° 1530 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;

VU l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de papier ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant « Leyre, cours d'eau côtiers et milieux associés » approuvé par arrêté du 13 février 2013 ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 février 2010 autorisant la société SMURFIT KAPPA CELLULOSE DU PIN à exploiter une papeterie ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 février 2009, 10 mars 2010, 22 avril 2010, 6 février 2014, 24 juillet 2018, 20 mars 2019, 18 novembre 2019, 3 juin 2020, 10 juillet 2020, 28 janvier 2020, 30 mars 2021, 25 novembre 2022, 23 juin 2023 et 13 juin 2024 ;

VU le courrier et le rapport du 3 juin 2024 donnant acte de la cessation d'activité de l'ancien bassin de Sagnac ;

VU la demande du 22 décembre 2022, présentée par la société SMURFIT KAPPA CELLULOSE DU PIN dont le siège social est allée de Fourgères à Biganos, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une papeterie située allée de Fourgères à Biganos et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13

VU le courrier du 03 octobre 2024, demandant le changement de dénomination de l'exploitant ;

VU le courrier en date du 10 octobre 2024, demandant l'annulation du porter à connaissance relatif au stockage des bobines et ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2022 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 10 janvier 2024 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 25 mai 2023 ;

VU l'ordonnance en date du 6 mars 2024 du président du tribunal administratif de Bordeaux, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 8 avril au 7 mai 2024 inclus sur le territoire de la commune de Biganos ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date du 22 mars 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU le mémoire en réponse de l'exploitant en date du 27 mai 2024 ;

VU l'absence d'avis émis dans le délai imparti par le conseil municipal de la commune de Biganos et du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 13/09/2024 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 17 octobre 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté modifié en séance du CODERST et porter à la connaissance du pétitionnaire le 17 octobre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 18/10/2024 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté et les prescriptions en date du 01/11/2024;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de capacité de production journalière de papier de 1 894 t/j à 2 400 t/j (26 %) a pour but d'adapter au mieux la production, en réduisant les coûts d'exploitation mais ne nécessite pas de nouveaux équipements de production ;

CONSIDÉRANT que cette augmentation ne modifie pas les installations et les risques associés ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que le regroupement des prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires antérieurs sous un même arrêté consolidé en facilite la lecture ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de capacité modifie le tableau de classement de la nomenclature ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que les observations formulées par l'exploitant par rapport au projet d'arrêté, ainsi qu'elles sont détaillées dans l'avenant au rapport de l'inspection des installations classées susmentionné, modifie les conditions d'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières au projet, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1, L.414-4 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

Table des matières

Titre 1 Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
Chapitre 1.2 Nature des installations.....	7
Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	11
Chapitre 1.4 Modification et cessation d'activité.....	11
Chapitre 1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	13
Chapitre 1.6 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	13
Chapitre 1.7 Réglementation.....	13
Titre 2 Gestion de l'établissement.....	15
Chapitre 2.1 Exploitation des installations.....	15
Chapitre 2.2 Réserves de produits ou de matières consommables.....	15
Chapitre 2.3 Intégration dans le paysage.....	15
Chapitre 2.4 Dangers ou nuisances non prévenus.....	15
Chapitre 2.5 Incident ou accident.....	16
Chapitre 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	16
Titre 3 Protection de la qualité de l'air.....	17
Chapitre 3.1 Conception des installations.....	17
Chapitre 3.2 Conditions de rejet.....	18
Chapitre 3.3 Dispositions spécifiques.....	21
Titre 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	23
Chapitre 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	23
Chapitre 4.2 Conception et gestion des réseaux.....	24
Chapitre 4.3 Types d'effluents et leurs ouvrages d'épuration.....	25
Chapitre 4.4 Caractéristiques des rejets au milieu.....	27
Titre 5 Prévention et gestion des déchets.....	32
Chapitre 5.1 Principes de gestion.....	32
Chapitre 5.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	33
Titre 6 Prévention des nuisances sonores.....	35
Chapitre 6.1 Dispositions générales.....	35
Chapitre 6.2 Niveaux acoustiques.....	35
Chapitre 6.3 Vibrations.....	36
Titre 7 Prévention des risques technologiques.....	37
Chapitre 7.1 Généralités.....	37
Chapitre 7.2 Conception des installations.....	37
Chapitre 7.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	38
Chapitre 7.4 Dispositif de prévention des accidents.....	42
Chapitre 7.5 Dispositif de rétention des pollutions.....	44
Chapitre 7.6 Dispositions d'exploitation.....	48
Chapitre 7.7 Prévention des accidents liés au vieillissement.....	50
Titre 8 Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	53
Chapitre 8.1 Aire de réception et de stockage de la biomasse.....	53
Chapitre 8.2 Stockage de papier carton.....	53
Chapitre 8.3 Bâtiment de stockage des bobines.....	54
Chapitre 8.4 Chaudières.....	57
Chapitre 8.5 Équipements de charge électrique.....	59
Chapitre 8.6 Installations de traitement biologique des effluents.....	59
Chapitre 8.7 Installations de stripping.....	60
Chapitre 8.8 Stockage de carbonates de calcium.....	61
Titre 9 Surveillance des émissions et de leurs effets.....	63
Chapitre 9.1 Programme d'autosurveillance.....	63
Chapitre 9.2 Modalités d'exercices et contenu de l'autosurveillance.....	63
Chapitre 9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	66
Chapitre 9.4 Bilans périodiques.....	66
Titre 10 Protection de la faune, de la flore et des habitats.....	67
Chapitre 10.1 Protection des habitats.....	67
Chapitre 10.2 Impacts écologiques : mesures de suppression, réduction, compensation.....	67

Titre 11 Dispositions finales.....	69
Chapitre 11.1 Délais et voies de recours.....	69
Chapitre 11.2 Publicité.....	69
Chapitre 11.3 Exécution.....	69

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN, dont le siège social est situé à Biganos, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Biganos, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les arrêtés préfectoraux des 16 février 2009, 16 mars 1999, 25 novembre 1999, 30 mai 2006, 04, janvier 2008, 11 février 2010, 10 mars 2010, 22 avril 2010, 6 février 2014, 24 juillet 2018, 20 mars 2019, 18 novembre 2019, 28 janvier 2020, 3 juin 2020, 10 juillet 2020, 30 mars 2021, 25 novembre 2022, 23 juin 2023 et 13 juin 2024 susvisés, applicables à la SMURFIT KAPPA CELLULOSE DU PIN à Biganos, sont remplacés, suivant les conditions précisées dans le présent arrêté, par les prescriptions ci-après.

Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclarations incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- Chaudière liqueur noire : 250 MW - Four à chaux : 25,7 MW - 4 chaudières (propane et fioul domestique) < 1 MW - Chaudière de récupération des gaz pauvres et gaz strippés : 3,3 MW	A
3310-2	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : 2. Production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 tonnes par jour	Four à chaux : 280 t/j	A
3610-a	Fabrication, dans des installations industrielles, de : a) Pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses	Fabrication de 1 250 t/j de pâte Kraft	A
3610-b	b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Quantité maximale de papier produit (en production brute) : 2 400 t/j	A
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	12 bacs de soude pour un total de : 2 617 t (densité de 1,525)	A
2430-a	Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a La capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Préparation de pâte à papier à partir de 250 t/j de pâte blanchie triturée, 850 t/j de vieux papiers. Total : 1 100 t/j	A
2520	Ciments, chaux, plâtres (fabrication de), la capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Fabrication de chaux : 280 t/j	A
2640-a	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : a) supérieure ou égale à 2 t/j	75 t/j de carbonate de calcium en brut	A
1532-2-a)	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³	360 000 m ³ de bois et biomasse (dont rondins : 189 000 m ³ , biomasse : 30 500 m ³ , plaquettes : 134 000 m ³ , écorces : 5 000 m ³ et sciures : 1 500 m ³)	E
2260-1-a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Puissance totale : 2 182 kW	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Papiers cartons recyclés : 19 150 m ³	E (GF)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	10 Tours aéroréfrigérantes : 8 tours de 5 322 kW et 2 tours de 6 001 kW Total : 54 578 kW	E
4734-2-b	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 530 t Dont : - Fioul lourd : 1 bac de 500 m ³ ; - Fuel léger : cuves aériennes + citernes GNR et FR (< 27 m ³) ; - Réservoirs des groupes électrogènes < 3 m ³	E
1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Capacité de stockage incluant le nouveau bâtiment de stockage des bobines de papier Pâte blanchie : 1 500 m ³ Papier : 16 000 m ³ Total : 17 500 m ³	DC
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 750 kg	DC
1434-1-b	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ⁽¹⁾ , fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h ⁽²⁾ à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.	Essence de térébenthine : 58 m ³ /h Distribution de GNR pour engins : 18 m ³ /h Total : 76 m ³ /h	DC
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Ateliers (central + secteurs) : 124,9 kW Divers et réserves : 125 kW Total : 250 kW	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Total : 74 tonnes	DC
2515-2-b	2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW	200 kW	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	10 000 m ²	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Niveau d'activité autorisé	Régime
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	350 kW	D
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	Quantité maximum : 490 kg	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non classé)
GF (Garanties financières)

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est une papeterie.

Elle comprend notamment :

- des aires de stockage et de préparation du bois, des vieux papiers et des autres matières premières ;
- un atelier bois ;
- une unité de cuisson du bois pour la production de la pâte à papier (pâte kraft à partir de copeaux de bois) ;
- une unité de production de pâte à papier par recyclage de vieux papiers ;
- un atelier de régénération destiné à la régénération des produits chimiques utilisés lors de la cuisson du bois et à la transformation de la biomasse en énergie (production de vapeur) ;
- deux machines à papier : MAP 5 et MAP 6 ;
- une chaudière à liqueur noire de 250 MW ;
- un four à chaux (280t/j) ;
- une station d'épuration des eaux par traitement physico-chimique et biologique ;
- une zone de stockage des produits finis (bobines de papier) attenante aux quais de chargement ;
- trois ouvrages de prélèvement d'eau (un pompage dans le Lacanau et deux forages dans la nappe Oligocène) ;
- une unité de stripping des condensats ;
- dix tours aéroréfrigérantes ;
- un garage dédié à la remise en état des pièces hydrauliques ;
- une zone de stockage de boues de carbonate de calcium.

Les niveaux d'activité sont :

- production quotidienne de pâte : (1 250 t de pâte kraft, 850 t de pâte à partir de vieux papiers et 250 t à partir de pâte blanchie triturée)
- production quotidienne de papier : 2 400 t
- production annuelle maximale de papier : 700 000 t/an

L'usine est exploitée en continu, 7 jours sur 7.

Elles relèvent également des rubriques suivantes de la nomenclature eau :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	25 piézomètres 3 forages (2 puits artésiens et 1 forage miocène)	D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m³/ an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m³/ an mais inférieur à 200 000 m³/ an	2 Puits ARTESIEN (oligocène) Volume annuel prélevé : 1 050 000 m³/an 1 forage (miocène) Volume annuel prélevé : 9 000 m³/an (abattage des poussières de la plateforme biomasse)	A NC

	(D)		
1.2.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	<p>Prélèvements dans LE LACANAU à hauteur de 3 500 m³/h (hors conditions d'étiage).</p> <p>Prélèvement dans LA LEYRE : 300 m³/h et moins de 2 % du QMNA₅ du cours d'eau (en période d'étiage du Lacanau pour maintien du débit réservé)</p>	<p>A</p> <p>NC</p>
1.3.1.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :</p> <p>1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>	<p>La commune de Biganos se situe en ZRE au titre de l'aquifère « Oligocène à l'Ouest de la Garonne », pour une côte de référence de - 95 mNGF</p> <p>PUITS ARTESIEN (Oligocène): Débit de pompage maximal : 150 m³/h</p>	A
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).</p>	La surface totale du site est d'environ 120 ha, dont 100 classés ICPE	A
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>	<p>En période d'étiage sévère, un déplacement de sédiments par pelle mécanique peut être effectué pour former un sillon permettant la déviation de la Leyre vers le Lacanau</p> <p>La distance concernée est inférieure à 100 m.</p>	D
3.2.1.0	<p>Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :</p> <p>1° Supérieur à 2 000 m³ (A) ;</p> <p>2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ;</p> <p>3° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).</p> <p>Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation.</p> <p>L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.</p>	<p>Opérations de curage de l'étang au niveau de la zone de pompage du Lacanau</p> <p>Le volume estimé des sédiments à curer au cours d'une année sera inférieur ou égal à 2 000 m³</p> <p>Les analyses réalisées en 2015 et 2019 confirment des teneurs inférieures au niveau de référence S1 de l'Arrêté du 9 août 2006.</p>	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.2.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section
Biganos	16, 17, 18, 19, 65, 78, 79, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 101, 102, 131, 132, 174, 181, 185, 186, 261, 262.	AH

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.4.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Tout déplacement, à l'intérieur du site autorisé, des installations classées visées au présent arrêté ou toute implantation (bureaux, réfectoire...) de nature à modifier la cartographie des risques devront faire l'objet du porter à connaissance prévu à l'article 1.4.1.

Article 1.4.5 Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.4.6 Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R.515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R.512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R.515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément à l'article R.512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel.**

CHAPITRE 1.5 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.6 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

L'exploitant établit les procédures nécessaires afin d'assurer un niveau de sécurité équivalent en activité, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime à enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime à autorisation au titre de la rubrique n° 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 , 3610a, 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- et les arrêtés ministériels de prescriptions pour les installations soumises à déclaration.

Article 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, ainsi que la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.7.3 Abrogation de prescriptions antérieures

Les arrêtés suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral 16 mars 1999 ;
- arrêté préfectoral 25 novembre 1999 ;
- arrêté préfectoral 30 mai 2006 ;
- arrêté préfectoral 04 janvier 2008 ;
- arrêté préfectoral du 16 février 2009 ;
- arrêté préfectoral du 11 février 2010 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2010 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2010 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2014 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2019 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2019 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2020 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2020 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2020 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2021 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2022 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 23 juin 2023 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2024.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. Une personne nommément désignée, disposant de la disponibilité et de la compétence appropriées, assure la fonction de management sécurité et environnement sur le site.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU DE MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...).

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENT OU ACCIDENT

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à

porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments attestant notamment de la vérification des moyens de protection incendie,, la vérification des rétentions, la vérification de la continuité électrique et de l'état des flexibles, la vérification de l'efficacité des détections incendie au niveau des cuvettes de rétention, la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de traitements de l'air, la vérification du bon fonctionnement des installations de traitement des eaux, la formation du personnel aux risques.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les éléments du dossier qui ne correspondent plus à l'état actuel de l'établissement, tels que les rapports de vérifications annuels des années antérieures sont conservés 5 années au minimum.

TITRE 3 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. **À cet effet, l'exploitant met en place un programme de suivi et de contrôle de ses installations incluant notamment les indicateurs de performance énergétique. Ce programme et le suivi des installations sont formalisés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité,
- à garantir une bonne combustion.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant identifie les paramètres pertinents à suivre en cas de dysfonctionnement et met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement adapté.

Article 3.1.3 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière, d'écoulements ou de boue sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées

Installations	Utilisation	Puissance thermique totale	Combustible	Autres caractéristiques
Chaudière n°10	Production de vapeur Réacteur chimique	250 MW	Liqueur noire / fioul	Fioul lors de l'arrêt/démarrage
Four à chaux	Recyclage du carbonate de calcium / production de chaux	25,7 MW	Gaz naturel / biogaz / pichtoil/fioul lourd/fines de bois/gaz pauvres	Calcination de carbonates
Chaudière de récupération	Production de vapeur	3,3 MW	Gaz pauvres et gaz stripping de condensats	-

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Installations raccordées
10A	70	2,5	165 000	8	Chaudière n°10
10B	70	2,5	165 000	8	
Four à chaux	52	1,67	70 000	8	Four à chaux
Stripping des condensats	47,5	0,6	14 000	8	Chaudière de récupération
Stripping des effluents biologiques	10,45	0,8	8 100	8	STEP

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et corrigé avec le pourcentage d'oxygène de référence.

Article 3.2.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Article 3.2.3.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm^3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm^3) sur gaz sec pour un pourcentage d'oxygène de référence de 6 %.

Four à chaux					
Paramètres	Concentration en mg/Nm^3 sur la période échantillonnage	Flux horaire	Moyenne annuelle en mg/Nm^3 à 6 % d' O_2	Moyenne annuelle en kg /tSA	Fréquence de surveillance
Poussières	40	2,8 kg/h	30	0,03	continue
SO_2	100	7 kg/h	70		annuelle
NO_x	500	35 kg/h	450	0,45	continue
HCl	50	3,5 kg/h	-	-	annuelle
COV	110	7,7 kg/h	-	-	annuelle
Cd-Hg-Tl et ses composés	0,1 par métal 0,2 pour la somme	7 g/h par métal 14 g/h pour la somme	-	-	annuelle
As, Se, Te et ses composés	1 pour la somme	70 g/h	-	-	annuelle
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn, Pb et ses composés	5 pour la somme	350 g/h	-	-	annuelle
CO	-		-	-	continue
STR (yc H_2S)	-		10		annuelle
CH_4	-		-	-	annuelle
N_2O	-		-	-	annuelle
S gazeux (STR- S + SO_2 -S)				0,07	annuelle

Chaudière n°10 – Conduits 10A et 10B						
Paramètre	Concentration en mg/Nm ³ sur la période échantillonnage	Moyenne journalière en mg/Nm ³ à 6 % d'O ₂	Flux horaire	Moyenne annuelle en mg/Nm ³ à 6 % d'O ₂	Moyenne annuelle en kg / tSA	Fréquence de surveillance
Poussières	50	-	8,25 kg/h	40	0,3	continue
SO ₂	100	70	16,5 kg/h	50	-	continue
NO _x	500	-	82,5 kg/h	200	1,4	continue
COV	110	-	18,15 kg/h	-	-	annuelle
Métaux	-	-	-	-	-	annuelle
Cd-Hg-Tl et composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme	-	8,25 g/h par métal 16,5 g/h pour la somme	-	-	annuelle
As, Se, Te et composés	1 pour la somme	-	165 g/h	-	-	annuelle
Pb et composés	1	-	165 g/h	-	-	annuelle
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V, Zn et composés	5 pour la somme	-	825 g/h	-	-	annuelle
HAP	0,1	-	16,5g/h	-	-	annuelle
Dioxines et furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm ³	-	16,5 ng/h	-	-	annuelle
HCl	50	-	8,25 kg/h	-	-	annuelle
HF	-	-	-	-	-	annuelle
CO	-	-	-	-	-	continue
STR (y compris H ₂ S)	-	10	-	5	-	annuelle
CH ₄	-	-	-	-	-	annuelle
N ₂ O	-	-	-	-	-	annuelle
S gazeux (STR- S + SO ₂ -S)	-	-	-	-	0,17	annuelle

Stripping des effluents biologiques	
Paramètre	Concentration en mg/Nm ³
H ₂ S	5

Article 3.2.3.2 Bio gaz produit lors du traitement des effluents en anaérobie

Paramètres	Fréquence de surveillance
Débit volumique	Continue
Teneur en CH ₄	Semestrielle
H ₂ S	Annuelle
CO ₂	Annuelle

Article 3.2.3.3 Émissions diffuses

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements correctement dimensionnés selon les normes en vigueur débouchant vers le haut...)

En particulier :

- les convoyeurs sont capotés
- lors des opérations de chargement des camions, les cendres sont soit évacuées par voie humide soit par un système de mise en dépression avec filtration.

Une surveillance tous les 5 ans des émissions diffuses de Soufre Total Réduit (STR) est réalisée.

CHAPITRE 3.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 3.3.1 Démarrage et arrêt

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt sont aussi courtes que possibles.

Article 3.3.2 Équipements de maîtrise des rejets atmosphériques

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Pour les équipements nécessaires au respect des valeurs limites d'émissions fixées à l'Article 3.2.3., l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à cet équipement ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage;
- d'informer l'Inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures.

Article 3.3.3 Pannes, dysfonctionnements et pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La durée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un équipement visé par l'Article 3.3.2 ne peut excéder une durée cumulée de 120 heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
- la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation objet du dysfonctionnement serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs,
- l'impact environnemental d'un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement est supérieur aux rejets émis par l'installation en dysfonctionnement,
- il existe un risque lié à un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement.

Ces dispositions sont mentionnées dans la procédure d'exploitation imposée par l'Article 3.3.2. .

Article 3.3.4 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Notamment, les dispositions sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Article 3.3.5 Gestion des nuisances odorantes

L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées :

- un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade ;
- une liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;
- une liste des opérations critiques susceptibles de provoquer des émissions importantes d'odeurs, précisant la fréquence correspondante de chacune d'elles ;
- un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques en termes d'émission de composés odorants ;
- un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l'installation ;
- un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1 Consommation d'eau

Les prélèvements en eau, qui ne sont pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Débit maximal de prélèvement	Volume maximal annuel
Eau de la rivière Le Lacanau	3 500 m ³ /h	9 000 000 m ³
Eaux souterraines	150 m ³ /h	1 050 000 m ³
Eau de ville	15 m ³ /h (20 exceptionnellement)	-
Eau de la rivière La Leyre	300 m ³ /h	-

En outre, le prélèvement dans le Lacanau doit respecter un débit réservé minimal de **420 m³/h**.

Article 4.1.2 Protection des réseaux d'alimentation d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans tout autre milieu de prélèvement.

Article 4.1.3 Conception et exploitation des ouvrages de prélèvement d'eau

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux, Ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application du code rural.

Article 4.1.3.1 Prélèvement dans les eaux superficielles

Une prise d'eau est autorisée dans le Lacanau au droit des parcelles n°AH84 et AH95, afin d'approvisionner l'exploitant en eaux industrielles.

La prise d'eau s'effectue sans barrage ni retenue, en rive droite du Lacanau, par l'intermédiaire d'une dérivation formant étang dans lequel descendent les conduites d'aspiration des pompes.

Une prise d'eau est autorisée dans la Leyre sur la parcelle CE 101, à l'aide d'une motopompe disposant d'un réservoir de 450L. Cette installation est temporaire et mise en place en période d'étiage du Lacanau.

L'exploitant assure la maintenance de ces ouvrages.

Article 4.1.3.2 Prélèvement dans les eaux souterraines

Un forage 08502X0002/F1, d'une profondeur d'environ 256,2 m, permet de capter les eaux du oligocène. Il atteint aussi le crétacé supérieur sans toutefois en capter l'eau.

Un second forage F3, d'une profondeur d'environ 190 m, permet de capter les eaux de d'oligocène.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et de prévenir toute introduction de pollution de surface.

En cas de cessation d'exploitation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation où le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.

La réalisation d'un nouveau forage et la mise hors service de forages existants est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique sous un délai de 3 mois.

Article 4.1.3.3 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement pour les eaux superficielles, de façon hebdomadaire pour les eaux souterraines et mensuelle pour l'eau de ville. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Article 4.1.3.4 Réfrigération en circuit ouvert

Le refroidissement est réalisé en circuit ouvert pour les installations existantes.

Lors de l'installation de nouveau système de refroidissement, l'exploitant étudie systématiquement la possibilité de mettre en place un refroidissement en circuit fermé ou permettant de récupérer les eaux. Le choix du type de système est justifié techniquement.

Article 4.1.3.5 Plan d'action en période de sécheresse

Les seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre départemental ou interdépartemental délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du bassin ou des sous-bassins concernés en vigueur.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté modifié du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection, l'exploitant met en œuvre les mesures exceptionnelles nécessaires avec comme objectif de réduire les prélèvements d'eau et/ou l'impact des rejets sur le milieu récepteur en fonction des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier l'organisation mise en place pour atteindre les objectifs fixés.

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
		<ul style="list-style-type: none"> - Information du personnel du seuil de sécheresse atteint et des restrictions applicables - Information immédiate du préfet de tout incident susceptible d'induire une pollution des réseaux d'alimentation en eau potable et des milieux aquatiques, notamment la masse d'eau de rejet - Interdiction des usages non-prioritaires : l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des véhicules, des murs, des sols et des voiries (hors nécessité pour la sécurité ou la salubrité) 		
Prescriptions à mettre en œuvre, en fonction des seuils de sécheresse atteints	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, et des rejets aqueux (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier) 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt immédiat de tout rejet susceptible de ne pas respecter les valeurs limites d'émissions et stockage des effluents - Mise en œuvre du programme renforcé de surveillance - Possibilité de basculer sur une masse d'eau moins impactée - Sous la forme d'un bilan à disposition de l'IIC, proposition d'un pourcentage de diminution des prélèvements et de la consommation, en précisant les actions prévues pour l'atteindre - Transmission à l'IIC des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la parution de l'arrêté préfectoral. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transmission des données de prélèvement, de rejets et la consommation à l'IIC à une fréquence hebdomadaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt de l'activité sur décision du préfet

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un plan de continuité d'activité et d'une étude technico-économique des économies d'eau atteignables à un coût acceptable. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées. Un bilan des économies d'eau réalisées

en regard des 5 dernières années écoulées est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce dernier est mis à jour tous les 5 ans.

CHAPITRE 4.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX

Article 4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 et 4.4 est interdit.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS ET LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION

Article 4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales de l'aire de stockage des grosses pièces mécaniques et de la plateforme de préparation biomasse ;
- eaux de process et eaux pluviales à l'exception de celles mentionnées ci-dessus ;
- eaux sanitaires.

Article 4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

En particulier, trois capacités permettent de retenir temporairement les effluents à traiter :

- Une capacité de 2500 m³ en amont de la station de traitement biologique aérobie ;
- Une capacité de 5 000 m³ située en amont de la station de traitement physico-chimique ;
- une capacité de 45 000 m³ en cas de dysfonctionnement important.

Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au collecteur du SIBA (syndicat intercommunal du Bassin d'Arcachon).

Le raccordement au collecteur est autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

Une convention entre l'exploitant et le gestionnaire du collecteur fixe les dispositions administratives, techniques et financières du raccordement. Elle peut fixer des dispositions plus contraignantes que celles du présent arrêté, notamment en termes de caractéristiques bactériologiques de l'effluent.

Ce document et ses mises à jours sont transmises dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées.

Article 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.6.2 Aménagement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.6.3 Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$, conformément à la norme en vigueur.

CHAPITRE 4.4 CARACTÉRISTIQUES DES REJETS AU MILIEU

Article 4.4.1 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 38°C
- pH: compris entre 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline ;
-

L'exploitant détermine en accord avec le SIBA les paramètres à suivre pour limiter le changement de couleur au niveau du milieu récepteur. Il en informe l'Inspection des installations classées.

Article 4.4.2 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.4.3 Valeurs limites d'émission dans le collecteur du SIBA

Article 4.4.3.1 Débit maximal de rejet

Le rejet dans le collecteur du SIBA respecte les valeurs suivantes :

Débit maximal	1 500 m ³ /h (soit 36 000 m ³ /j)
Débit moyen maximal mensuel	30 000 m ³ /j

Il peut être dérogé à ces valeurs en cas de délestage après stockage d'effluents à la demande du SIBA, L'exploitant en informe préalablement l'Inspection des installations classées.

En cas d'alerte orange/rouge de Météo France pour pluie inondation, le rejet dans le collecteur du SIBA respecte un débit maximal de 40 000 m³/j. Cette dérogation est valable en cas de pluie avérée, du jour de l'alerte météo, jusqu'au jour suivant la fin de l'alerte. .

Article 4.4.3.2 Débit maximal annuel de rejet

Le volume annuel rejeté doit être inférieur aux débits spécifiques suivants :

	Débit des effluents associé à la MTD
Pâte kraft non blanchie	40 m ³ /tSA
Usines de papier utilisant des fibres recyclées sans désencrage	10 m ³ /t
Usines de papier non intégrées	20 m ³ /t

Article 4.4.3.3 Respect des niveaux d'émission aqueuses associées aux Meilleurs Techniques disponibles

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les périodes d'établissement des moyennes associées aux NEA-MTD sont définies comme suit :

- Moyenne journalière : moyenne sur une période d'échantillonnage de 24 heures, par prélèvement d'un échantillon composite proportionnel au flux⁽¹⁾ ou, s'il est établi que le flux est suffisamment stable, d'un échantillon proportionnel au temps⁽¹⁾
- Moyenne annuelle : moyenne de toutes les moyennes journalières sur un an calendaire à compter du 1^{er} janvier, pondérée en fonction de la production journalière, et exprimée en masse de substances émises par unité de masse des produits ou matières générés ou transformés.

(1) Dans certains cas, il peut être nécessaire d'appliquer une autre méthode d'échantillonnage (par exemple échantillonnage instantané).

Pour la DBO₅, le prélèvement est un prélèvement moyen sur 3 ou 4 jours.

Article 4.4.3.4 Valeurs limites d'émission en concentration et fréquence d'autosurveillance

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le collecteur du SIBA, les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous.

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration moyenne mensuelle (mg/l)	Fréquence de surveillance
MES	130	100	Journalière
DCO	740	570	Journalière
DBO ₅	240	165	Bi-hebdomadaire
Azote global	40	30	Journalière
Phosphore total	15	10	Journalière
Hydrocarbures totaux	10	-	trimestrielle Journalière si le flux total > 10 kg/j
AOX	1	-	mensuelle
Indice phénols	0,3	-	mensuelle surveillance journalière si le flux journalier autorisé dépasse 500 g/j en contribution nette
Mercure	0,025	-	mensuelle
Zinc et ses composés	0,8	-	Mensuelle
Chrome et ses composés	0,050	-	Trimestrielle
Cuivre	0,500	-	Trimestrielle
Cadmium	0,025	-	Mensuelle
Nickel	0,050	-	Trimestrielle
Plomb	0,050	-	Trimestrielle
Nonylphénols	0,025	-	Mensuelle
Chloroforme	0,050	-	Trimestrielle
Pentachlorophénols	0,025	-	Trimestrielle
DEHP	0,025	-	Mensuelle

Ces valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Pour les paramètres en autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Le flux maximal annuel en DBO₅ est de 1 154 t/an.

Tout rejet d'EDTA et DTPA est interdit.

Article 4.4.3.5 Valeurs limites d'émission en flux

Les charges totales maximales annuelles à ne pas dépasser sont les suivantes :

Fabrication	Capacité maximale annuelle (production nette)	DCO en kg/an	MES en kg/an	Azote global en kg/an	Phosphore total en kg/an
Pâte kraft produite	456 250 tSA	3 650 000	456 250	91 250	9 125
Production intégrée de papier et de carton à partir de pâtes issues de fibres recyclées sans désencrage produites sur place	310 250 t	434 350	139 613	27 923	2 482
Production usine non intégrée de papier et de carton non spéciaux	876 000 t	1 314 000	306 600	87 600	10 512
Charge totale maximale annuelle en polluant à ne pas dépasser	-	5 398 350	902 463	206 773	22 119

Ces VLE sont calculées sur la base de la production maximale. Elles doivent être recalculées annuellement en fonction de la production réelle sur la base des formules ci-dessous.

Pour chacun des paramètres ci-dessus, les flux annuels ne devront pas dépasser les valeurs calculées à partir des productions réelles et flux spécifiques :

- DCO : Flux an (kg) = 8 (kg/tSA)* Production Pâte kraft (tSA) + 1,4 (kg/t) * Production intégrée de papier et de carton à partir de pâtes issues de fibres recyclées sans désencrage produites sur place (t) + 1,5 (kg/t)* Production usine non intégrée de papier et de carton (t)
- MES : Flux an (kg) = 1 (kg/tSA)* Production Pâte kraft (tSA) + 0,45 (kg/t)* Production papier à recycler (t) + 0,35 (kg/t)* production usine non intégrée de papier et de carton non spéciaux (t)
- Azote total : Flux an (kg)= 0,2 (kg/tSA)* Production Pâte kraft (tSA) + 0,09 (kg/t)* Production papier à recycler (t) + 0,1 (kg/t)* production usine non intégrée de papier et de carton non spéciaux (t)
- Phosphore total = Flux an (kg) : 0,02 (kg/tSA)* Production Pâte kraft (tSA) + 0,008 (kg/tSA) * Production papier à recycler (t) + 0,012 (kg/t)* production usine non intégrée de papier et de carton non spéciaux (t)

Les Niveaux d'Émission Associés aux MTD pour les rejets :

- d'effluents d'une usine de pâte kraft non blanchie dans les eaux réceptrices proviennent du tableau 2 de la MTD 19 ;
- directs dans les eaux réceptrices des effluents de la production intégrée de papier et de carton à partir de pâtes issues de fibres recyclées sans désencrage produites sur place proviennent du tableau 18 de la MTD 45 ;
- directs d'effluents d'une usine non intégrée de papier et de carton (papiers non spéciaux) proviennent du tableau 20 de la MTD 50.

Article 4.4.3.6 Dérogation temporaire au titre de l'article R.515-68 du CE

À ce titre, les rejets issus des installations peuvent donc atteindre les valeurs limites suivantes jusqu'en mars 2025, en lieu et place des valeurs définies ci-avant pour les paramètres et exutoires correspondants :

Émissaire	Paramètre	N°MTD	VLE en kg/an	Période et condition de référence
Station de traitement des effluents	DCO	19, 45, 50	4975315	Moyenne annuelle
	MES	19, 45, 50	8 19 572	Moyenne annuelle

Ces VLE correspondent à la charge totale annuelle maximale à ne pas dépasser en considérant la production maximale autorisée. Elles devront être adaptées le cas échéant en fonction de la capacité maximale autorisée.

Article 4.4.4 Rejet au milieu naturel

Article 4.4.4.1 Nature du rejet

Les seuls rejets d'effluents aqueux au milieu naturel sont ceux correspondant aux eaux pluviales de l'aire de stockage des grosses pièces mécaniques et de la plateforme de préparation biomasse.

Les eaux pluviales collectées sur les aires étanchéifiées passent par un débourbeur-désableur / débuileur avant d'être rejetées au milieu naturel via un fossé de drainage.

Les eaux de toiture sont rejetées directement.

Article 4.4.4.2 Valeur limite d'émission

Les eaux rejetées directement au milieu naturel respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration
Température	30 °C
pH	[5,5-8,5]
MES	50 mg/L
DCO	125 mg/L
DBO ₅	50 mg/L
Hydrocarbures totaux	10 mg/L

Article 4.4.4.3 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

En cas de pollution par déversement d'hydrocarbures, les eaux pluviales polluées doivent être traitées via des filières de traitement de déchets appropriés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

Le bassin de confinement précité est maintenu vide en permanence et est différent des réserves d'eau d'extinction .

TITRE 5 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-13 et R.543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-57 à R.543-66 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-145 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions de l'article R.543-195 du code de l'environnement..

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence aux arrêtés du 9 janvier 2008 et 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

CHAPITRE 5.2 PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	13 01 13*	Autres huiles hydrauliques
	13 03 01*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB
	15 01 10*	Emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple amiante), y compris des conteneurs à pression vides
	15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 01 07*	Filtre à huile
	16 02 09*	transformateurs et accumulateurs contenant des PCB
	16 05 04*	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
	17 02 04*	bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances
	17 03 01*	mélanges bitumineux contenant du goudron
	17 04 09*	déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses

	17 06 05*	matériaux de construction contenant de l'amiante
	18 01 03*	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
Déchets non dangereux	03 03 02	refus d'extincteur
	03 03 07	refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton
	03 03 08	déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage
	03 03 09	déchets de boues résiduaires de chaux
	03 03 10	refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
	03 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10
	15 01 03	emballages en bois
	17 02 02	Verre
	17 04 05	fer et acier
	17 05 04	terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
	19 08 01	déchets de dégrillage
	19 09 05	résines échangeuses d'ions saturées ou usées
	20 01 08	déchets de cuisine et de cantine biodégradables
	20 01 39	matières plastiques
	20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs
	20 03 01	déchets municipaux en mélange

Les carbonates de calcium destinés à la valorisation respectent les teneurs maximales en métaux fixés par la norme NFU 44001.

Une mesure annuelle de ces paramètres ainsi que de la teneur en PCB est réalisée.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V — titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

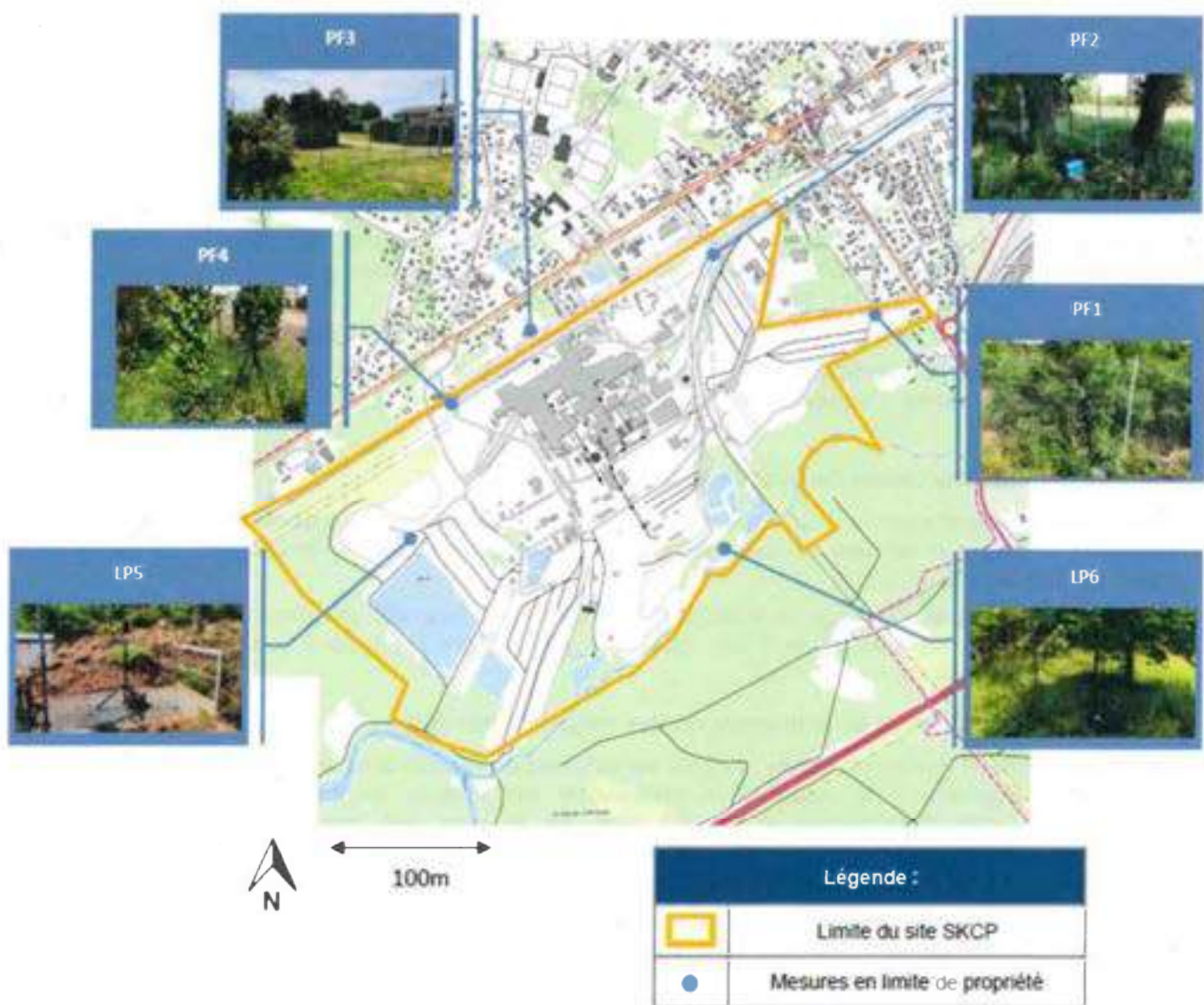
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Point de mesure tel que défini sur le plan ci-dessous à l'arrêté	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
PF1	70	60
PF2	70	60
PF3	70	60
PF4	70	60
PF5	70	60
PF6	70	60

Les points de mesure PF1 à PF4, figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.



CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

Article 7.1.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques, en particulier les zones à risques d'explosion (zones ATEX), sont matérialisées par tous moyens appropriés. L'exploitant dispose d'un plan des zones ATEX et de panneaux de signalisation de ces zones.

Article 7.1.2 État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 7.1.3 Organisation de la prévention des risques technologiques

L'exploitant définit et met en œuvre, à partir notamment de l'étude d'impact et l'étude des dangers, une organisation permettant de garantir la prévention des risques technologiques présentés par ses installations. Cette organisation se traduit tant sur le plan des moyens humains (organisations, formations, ...) que matériels (contrôles et essais périodiques, maintenance préventive et curative, procédure en cas d'indisponibilité, ...). Elle doit pouvoir être présentée à l'Inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.2 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 7.2.1 Circulation dans l'établissement et accessibilité

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies de desserte doivent être entretenues et maintenues libres en permanence conformément à la fiche annexée.

Les voies en cul-de-sac de plus de 60 m doivent permettre le retournement et le croisement des engins.

Lorsqu'il est fait appel aux services d'incendie et de secours, l'exploitant assure, même en dehors des heures ouvrables, un accueil physique des secours afin de leur faciliter l'accès au site (ouverture des accès).

Les équipements et les dispositifs destinés à restreindre l'accès aux véhicules ou personnes en situation normale (portails) doivent être compatibles avec les dispositions prévues par l'annexe « dispositifs de restriction d'accès ».

Un plan de circulation au sein de l'établissement est établi et la vitesse de circulation est limitée.

Article 7.2.2 Contrôle des accès

En dehors des heures de fonctionnement, l'ensemble des accès au site et aux bâtiments de l'établissement sont fermés. Des rondes sont organisées par l'exploitant.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, avec un registre des entrées et des sorties des personnes présentes dans l'établissement.

Article 7.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

CHAPITRE 7.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 7.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 susvisé ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des installations en nombre suffisant ;
- d'un réseau incendie alimenté, via des pompes délivrant un débit jusqu'à de 1 270 m³/h, par le réseau d'eau brute de l'usine lui-même alimenté par le Lacanau via des pompes assurant un débit total de 5 600 m³/h. Ces pompes sont sur un réseau électrique secouru ;
- de robinets d'incendie armés, des bouches incendie et des poteaux incendie judicieusement répartis alimentés par le réseau incendie ;
- de poteaux incendies ou bouches incendies avec un débit minimum en simultané à 1 bar de 60 m³/h implantés tel que le plan en annexe alimentés par le réseau incendie ;
- D'un réseau sprinkler protégeant les machines à papier, les quais d'expédition, et les locaux à risque tel que défini dans le plan en annexe. Ce réseau est alimenté soit par deux sources d'eau ; une réserve de 1 100 m³ équipé d'une pompe de distribution d'au moins 568 m³/h, et l'eau brute du Lacanau, à l'aide d'un surpresseur de 330 m³/h ;
- D'un véhicule d'intervention incendie avec une remorque d'émulseur de 600 litres.

Article 7.3.2 Détection incendie

Conformément à l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Article 7.3.3 Transmission d'alerte

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Article 7.3.4 Entretien des moyens de détection et d'intervention

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu notamment). Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre : les moyens de détection et de lutte incendie font l'objet de contrôle annuel. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité des systèmes d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'ensemble de ces mesures est inclus dans le plan de défense incendie mentionné dans le présent arrêté par la suite.

Article 7.3.5 Organisation - Plan d'Opération Interne

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il est commun avec l'exploitant de la chaudière biomasse. Il prend également en compte les différentes périodes de fonctionnement (jour, nuit, périodes de présence limitée). Les critères de déclenchement du P.O.I. sont définis par le plan.

En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

L'exploitant assure la direction du POI jusqu'à l'intervention, si besoin, des Services de secours externes. Il reste responsable de la gestion et du maintien de la sécurité de ses installations et joue un rôle primordial de conseiller technique du Commandant des Opérations de Secours (COS). Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. Il met à disposition un poste de commandement aménagé sur le site ou au voisinage de celui-ci.

Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Il est responsable de l'information, dans les meilleurs délais, des autorités compétentes, notamment le Préfet, le Maire et la DREAL, et des services de secours concernés.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
 - organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;
 - la formation du personnel intervenant ;
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du P.O.I, en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le plan d'Opération Interne est commun à l'exploitant de la papeterie et l'exploitant de la chaudière biomasse.

Le plan d'opération interne est testé, conjointement avec la société exploitant la chaudière, à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. L'Inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Les équipements situés dans ces zones sont adaptés et contrôlés régulièrement. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conformes à la réglementation en vigueur.

Article 7.4.2 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Une vérification de la thermographie est également réalisée annuellement par un organisme compétent.

Article 7.4.3 Électricité statique - mises à la terre

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques, équipements métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des prises de terre est conforme aux normes en vigueur.

Article 7.4.4 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de par ou par tout autre moyen équivalent.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

L'installation doit être dotée d'équipements de désenfumage appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 7.4.5 Formation du personnel

Le personnel est formé à la sécurité (rappel des consignes de sécurité, permis de feu, manipulation des extincteurs, consignes pour l'accès des pompiers...). Cette formation est tracée dans un registre avec la liste des participants et le contenu de la formation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.4.6 Protection contre la foudre

Les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatives à la protection contre la foudre sont applicables au site.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS

Article 7.5.1 Rétentions et confinement

I. Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

A. Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.

B. Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

D. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées

Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ;
- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;
- éviter tout débordement de la rétention déportée ;
- éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée.

Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.

Le système de collecte vers la rétention déportée, lorsqu'il est aérien ou en caniveau, ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations et stockages. Le système de collecte est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins.

Les rétentions déportées sont conformes aux dispositions du point II du présent article. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.

Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement de la rétention déportée et dispositifs mis en place sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant intègre aux consignes de sécurité, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.

Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

V. Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

A. Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes d'exploitation.

C. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

D. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des

tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées...). Leur parcours est aussi réduit que possible.

E. Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.

VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

A. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II.

B. Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence.

À défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

C. Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.

D. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières.

E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.

VII. Stockage des déchets

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Article 7.5.2 Confinement des eaux polluées et des eaux d'extinction incendie

Article 7.5.2.1 Descriptif des installations de confinement de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie

L'ensemble des eaux du site est acheminé gravitairement vers :

- la fosse de relevage des égouts de ceinture du site et des égouts de l'usine,
- la fosse de relevage des égouts de l'atelier bois.

En fonctionnement normal, les pompes de relevage envoient les eaux collectées vers la station d'épuration du site. En cas d'incident, les effluents pollués lors d'un accident ou d'un incendie sur le site sont détournés vers le système de confinement du site.

Le dispositif de confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sur site comprend :

- un bassin de pré-décantation : le bassin de décantation est en béton armé avec fosse de relevage via une surverse, le bassin est équipé d'une cloison siphonide pour piéger les surnageants. Le volume utile de stockage de ce bassin est de 1 000 m³ ;
- un bassin ultime de confinement hors sol avec digues en carbonate recouvertes de terre végétale engazonnée. L'étanchéité du bassin et de ses digues est assurée par une géomembrane adaptée à la nature des effluents à stocker. Un réseau de drains est prévu sous la membrane d'étanchéité avec 2 collecteurs. Les collecteurs se déversent gravitairement vers une fosse de relevage en béton armé permettant une prise d'échantillon. À cette fosse de relevage, sont connectées des drains collectant les eaux pluviales des fossés autour du bassin de confinement.

Le volume du bassin de confinement est de 45 000 m³.

En sus de ce dispositif, la station d'épuration dispose de 2 bassins de sécurité :

- un bassin de 5 000 m³ sur la filière physico-chimique,
- un bassin de 2 500 m³ sur la filière biologique.

Article 7.5.2.2 Nature des effluents collectés dans le dispositif de confinement

Le dispositif de confinement recueille :

- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sur le site ;
- des effluents traités par la STEP mais non conformes pour un rejet au réseau du SIBA ;
- des effluents dont la pollution ne permet pas un traitement immédiat par la STEP,

et à titre exceptionnel :

- des effluents non traités en cas de dysfonctionnement de la STEP ;
- des effluents traités par la STEP mais dont le rejet est différé à la demande du SIBA pour réalisation d'opération de maintenance sur ses ouvrages.

Le dispositif de confinement doit pouvoir accueillir à tout moment un volume de 2 495 m³ correspondant aux eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sur le site. Une organisation et un suivi sont mis en place pour s'assurer continuellement du maintien de ce volume disponible.

Les phases de stockage d'effluents non conformes doivent être limitées dans le temps et être inscrites dans un registre spécial pour noter les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement des eaux.

Article 7.5.2.3 Conception du dispositif de confinement

Chaque fosse de relevage Égouts Ceinture et Usine et Égout Atelier Bois est équipée d'une buse béton qui achemine gravitairement les eaux collectées vers le bassin de pré-décantation. Les eaux décantées dans ce premier bassin par susverse alimentent une fosse de relevage qui permet de les diriger vers :

- le bassin de confinement pour le stockage ;
- la fosse de relevage Égout Atelier Bois en amont du dégrilleur pour le traitement des effluents si la station d'épuration peut les accueillir.

La fosse de relevage du bassin de pré-décantation est équipée de 3 pompes : deux en exploitation et une en secours.

Les eaux une fois dirigées vers le bassin de confinement de 45 000 m³ peuvent, après vérification de leur traitabilité par la station d'épuration, être vidangées vers la fosse de relevage Égout Atelier Bois via une buse gravitaire et une vanne de régulation.

Article 7.5.2.4 Fonctionnement et entretien

La vidange du dispositif de confinement doit être réalisée dans les meilleurs délais et sans préjudice des prescriptions traitant des rejets aqueux du site.

Dans le cas où la station d'épuration du site ne serait pas dans la capacité de traiter les effluents stockés dans le bassin de confinement, l'exploitant élimine ces effluents aqueux conformément aux dispositions relatives aux déchets.

Article 7.5.2.5 Bassin de Secours Ultime (B.S.U.)

Lorsque le réseau de collecte des eaux est susceptible de recevoir des eaux polluées ou des eaux provenant de la lutte contre un incendie, l'effluent est dirigé vers le bassin de secours ultime (B.S.U.).

Le B.S.U. a une capacité de 45 000 m³ et est maintenu en permanence à son niveau le plus bas possible.

Les vannes et autres équipements permettant d'isoler les eaux d'extinction du milieu naturel sont facilement accessibles et clairement signalées. Leur emplacement est repéré sur les documents de secours.

L'exploitant désigne nommément les personnes chargées d'actionner les dispositifs d'obturation en cas d'incendie ou d'épandage de produit dangereux ou polluant.

CHÂPITRE 7.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.6.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 7.6.2 Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis de feu stipule que les travaux effectués doivent être terminés au plus tard 2 heures avant la dernière ronde effectuée par l'exploitant, afin que ce dernier puisse s'assurer de l'absence de départ de feu postérieur à des travaux.

Article 7.6.3 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement de chacun des ateliers de l'installation, ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

Des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail avec notamment l'indication des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, de la conduite à tenir pour procéder à la mise en sécurité de l'installation, de la procédure d'alerte avec les numéros de téléphones du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... (affichage obligatoire de ces numéros de téléphone).

Ces procédures sont régulièrement mises à jour.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer et de vapoter dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les précautions à prendre au niveau manutention ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.1 et 7.5.2 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 7.6.4 Divers

Les dispositifs d'arrêt d'urgence de type « coup de poing » concernant les réseaux d'énergie doivent être facilement accessibles par les équipes de secours.

CHAPITRE 7.7 PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT

Article 7.7.1 Définitions

Bacs ou réservoirs de stockage : un bac ou réservoir de stockage est défini comme un bac aérien à pression atmosphérique (pression relative de stockage de la phase vapeur inférieure à 500 mbar), quelle que soit sa forme géométrique et le matériau de construction destiné au stockage de liquide.

Plan d'inspection ou de surveillance : tout document qui définit l'ensemble des opérations prescrites pour assurer la maîtrise de l'état et la conformité dans le temps d'un équipement ou d'un groupe d'équipements soumis à surveillance.

Programme d'inspection ou de surveillance : tout échéancier définissant, sur une période pluriannuelle, pour les équipements concernés, les dates et type de visite, d'inspection ou de surveillance à effectuer.

Article 7.7.2 Champs d'application

Les dispositions du présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions de la section 1 de l'arrêté ministériel modifié du 04 octobre 2010, relative à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements dans les établissements soumis à autorisation.

Sont visés par le présent arrêté :

- au titre des bacs ou réservoirs de stockage :
 - les bacs ou réservoirs de stockage de liqueur noire (concentration supérieur à 7,5 %), blanche et verte de capacité supérieure à 250 m³ ;
 - les bacs ou réservoirs de stockage de pâte (tout type de pâte) de capacité supérieure à 500 m³ et de concentration supérieure à 3 %
- au titre des ouvrages de génie civil et structures de supportage :
 - les massifs des bacs et réservoirs sus-visés ;
 - les cuvettes de rétentions des bacs et réservoirs sus-visés ;
 - les structures de supportage des bacs ou réservoirs sus-visés (notamment des bacs ou réservoirs à fond conique).

Article 7.7.3 Surveillance pérenne des réservoirs et bacs de stockage

Les bacs et réservoirs de stockage visés font l'objet d'un état initial à partir du dossier d'origine ou reconstitué. Cet état initial reprend les caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel), l'historique des interventions réalisées sur l'équipement (contrôle

initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

L'exploitant établit et met en œuvre un programme d'inspection des bacs et réservoirs de stockage.

Chaque bac ou réservoir de stockage, quels que soient son type et le matériau de construction, fait l'objet d'un plan d'inspection établi par une personne qualifiée.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis selon les recommandations du guide professionnel Copacel relative aux opérations de contrôle, de maintenance et de surveillance des bacs de stockage établi pour l'industrie papetière. L'ensemble des dispositions de ce guide sont applicables.

L'exploitant met ainsi en œuvre *a minima* :

- une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie ;
- une inspection hors exploitation permettant de mettre en œuvre des contrôles à l'intérieur du réservoir. Cette inspection est réalisée au moins tous les 10 ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie ou sauf si l'étude de criticité, réalisée selon les conditions prévues dans le guide sus-visé permet de reporter l'échéance.

À l'issue de chaque visite d'inspection, l'aptitude au maintien en service jusqu'à la prochaine visite d'inspection est établie explicitement par l'exploitant. L'analyse de l'ensemble des contrôles réalisés est explicite pour justifier du maintien, en service.

Les éventuelles actions correctives, réparations identifiées à l'issue des contrôles font l'objet d'un plan d'action définissant clairement les échéances de réalisation. Elles sont enregistrées et suivies par l'exploitant.

Article 7.7.4 Surveillance pérenne des ouvrages de génie civil et structure de supportage

Les ouvrages de génie civil et structure de supportage visés font l'objet d'un état initial à partir de leur dossier d'origine, de leurs caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

L'exploitant établit et met en œuvre un programme de surveillance des ouvrages de génie civil et structure de supportage.

L'état initial et le programme de surveillance sont établis selon les recommandations du guide professionnel Copacel relative aux opérations de contrôle, de maintenance et de surveillance des bacs de stockage établi pour l'industrie papetière. L'ensemble des dispositions de ce guide est applicable.

À l'issue de chaque visite de surveillance, l'aptitude au maintien en service jusqu'à la prochaine visite d'inspection est établie explicitement par l'exploitant. L'analyse de l'ensemble des contrôles réalisés est explicite pour justifier du maintien en service.

Les éventuelles actions correctives, réparations identifiées à l'issue des contrôles font l'objet d'un plan d'action définissant clairement les échéances de réalisation. Elles sont enregistrées et suivies par l'exploitant.

Article 7.7.5 Stratégie de surveillance

L'exploitant formalise la stratégie mise en place pour la surveillance des équipements visés (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide Copacel.

Elle comprend également la définition des qualifications / habilitation requises :

- pour les personnes en charge d'établir le programme et le plan d'inspection des équipements ;
- pour les personnes en charge de réaliser les contrôles ;

- pour les personnes en charge de l'analyse des résultats et de prononcer l'aptitude au maintien en service.

Article 7.7.6 Dossier de surveillance des équipements

Pour chaque équipement ou ouvrage visé par le présent arrêté, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial constitué de l'équipement ;
- le plan d'inspection de l'équipement ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 8.1 AIRE DE RÉCEPTION ET DE STOCKAGE DE LA BIOMASSE

Article 8.1.1 Dispositions générales

Les aires de réception et de stockage du bois respectent les dispositions suivantes :

- Les stockages sont réalisés de façon à être facilement accessible, notamment pour les services de secours, sur au moins trois faces, au moyen d'une voie de desserte d'au moins 7m de large ;
- Le sol des aires de stockage est adapté à la charge qu'il doit supporter (engin notamment) et étanche ;

Un plan des stockages (emplacement, nature et volumes) est tenu à jour.

Article 8.1.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'aire de stockage et de préparation de bois destiné à la chaudière de co-génération est dotée a minima des équipements de lutte contre l'incendie tel que le plan annexé à l'arrêté.

Article 8.1.3 Convoyeur

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le convoyeur acheminant la biomasse depuis son aire de stockage jusqu'à la centrale de co-génération n'ait pas ne génère pas de danger sur ses installations.

CHAPITRE 8.2 STOCKAGE DE PAPIER CARTON

Article 8.2.1 Principaux stocks

Les principaux stockages de papier/carton sont :

Papier / carton	Type de stockage	Volume maximal
Papier – minimum 90 g/m ²	Couvert – bobines	16 000 m ³
Papier / Carton recyclé	A ciel ouvert – balles	19 150 m ³
Pâte blanche	Couvert – balles	1 500 m ³

Article 8.2.2 État des stocks

L'exploitant tient à jour un état des stocks de papier / carton permettant de connaître, pour chaque zone, les quantités et les qualités de papier / carton stockées. Ce document est tenu à la disposition des services de secours et de l'Inspection.

CHAPITRE 8.3 ÉQUIPEMENTS DE CHARGE ÉLECTRIQUE

Sont visés par le présent chapitre les équipements de charge d'accumulateur ainsi que les onduleurs électriques.

Article 8.3.1 Dispositions constructives

Les locaux accueillant les équipements de charge électrique respectent les dispositions suivantes :

- murs et planchers hauts classés REI120 ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures REI30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;

- porte donnant vers l'extérieur EI30 ;
- les autres matériaux sont incombustibles.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

Article 8.3.2 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, lorsqu'une atmosphère explosible est susceptible d'être générée lors d'une charge électrique, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après:

- Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries : $Q = 0,05.n.I$
- Pour les batteries dites à recombinaison : $Q = 0,0025.n.I$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m^3/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

CHAPITRE 8.4 INSTALLATIONS DE TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES EFFLUENTS

Sans préjudice des dispositions du TITRE 7, et, notamment, celles relatives aux consignes de sécurité, à la formation du personnel, à la surveillance des équipements, au zonage ATEX et aux systèmes de détection et d'alarme, l'exploitant applique au sein des installations de traitement biologiques des effluents les dispositions suivantes :

Article 8.4.1 Mesures organisationnelles

L'exploitant procède régulièrement :

- à une surveillance de l'état des membranes du gazomètre ;
- au contrôle de l'étanchéité des équipements ;
- au contrôle du bon fonctionnement des soupapes ;
- à une inspection de l'état des pare-flammes ;
- au contrôle du bon fonctionnement des détecteurs et alarmes.

Le personnel appelé à intervenir sur ces installations est spécifiquement formé au risque présenté par le sulfure d'hydrogène et le biogaz ainsi qu'à l'utilisation des équipements de protection associés (détecteurs portatifs notamment).

Toute intervention sur les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion fait préalablement l'objet d'une analyse des risques écrite et tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 8.4.2 Dispositions constructives

Le méthaniseur est conçu pour prévenir tout risque d'explosion.

Le bassin tampon dispose d'évents pour prévenir l'accumulation de biogaz en cas de séjour prolongé.

La cuve de stockage des boues dispose d'évents pour prévenir l'accumulation de biogaz en cas de séjour prolongé.

Article 8.4.3 Équipements de sécurité

Avant la mise en service des équipements, l'exploitant réalise une analyse des risques et met en place tous les équipements nécessaires pour assurer la sécurité de l'installation.

CHAPITRE 8.5 INSTALLATIONS DE STRIPPING DES CONDENSATS

Article 8.5.1 Limitation des nuisances sonores liées à l'unité de stripping

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions permettant de maintenir le niveau sonore des surpresseurs aussi bas que possible.

Ces derniers sont implantés dans un bâtiment fermé afin de fournir une isolation sonore.

Article 8.5.2 Limitation des émissions dans l'air

La chaudière de récupération (gaz pauvres et gaz stripping de condensats) est équipée d'un laveur de gaz à la soude.

L'optimisation du brûleur ainsi que la combustion étagée doivent permettre quant à eux de réduire les émissions de NO_x.

Les installations sont équipées de 2 torchères de secours. L'exploitant établit un registre où il comptabilise le temps de fonctionnement de ces dernières.

Article 8.5.3 Mesures de maîtrise des risques

Le poste d'empotage est équipé d'une rétention enterrée étanche au droit de la zone d'empotage qui doit permettre de retenir les émissions toxiques et empêcher la prise en feu d'un épandage accidentel de térébenthine.

Les tuyauteries des 2 reflux sont limitées en longueur et en diamètre. Les 2 caniveaux situés de part et d'autre de l'installation collectent les rejets vers l'égout central étanche afin d'empêcher les émissions toxiques en cas d'épandage.

Une détection de gaz (H₂S, Mercaptans, méthanol...) est installée judicieusement afin de permettre la détection de fuites sur les installations de stripping et d'extraction de térébenthine.

Les scénarii d'épandages accidentels de produits sont pris en compte dans le POI du site.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter les sources d'ignition sur les équipements liés au stripping et à l'extraction de térébenthine (Zonage ATEX, permis de feu mise à la terre des équipements, protection foudre, interdiction de fumer...).

Afin de limiter les effets de surpression, la cuve de collecte des effluents IC10 est équipée d'un toit frangible à 500 mbar, et le ballon séparateur TC70 équipé d'un disque rupture taré à 500 mbar.

Des mesures spécifiques à la térébenthine sont prévues : le bac de stockage de térébenthine TC72 disposera d'un détecteur de niveau haut asservi à l'arrêt de la pompe d'alimentation. Le bac sera également équipé d'une sécurité incendie par déluge avec agent moussant. La canalisation de transfert de la térébenthine depuis le ballon séparateur TSEP70 vers la cuve de stockage TC72 disposera d'un point haut.

Afin d'éviter toute pollution des sols par épandages d'effluents ou de produit, les sols au droit des installations de stripping et en lien avec l'extraction de térébenthine seront imperméables.

Le bas IC10 de collecte des condensats est équipé d'une régulation avec mesure de niveau en continu pour éviter tout débordement en cas d'indisponibilité de l'unité de stripping.

La capacité du nouveau ballon de séparation (TSEP70) est de 31 m³.

Un mur coupe feu 2 h est mis en place entre le bac clarificateur et la zone d'empotage, 2 murs coupe-feu sont mis en place au niveau de la rétention du nouveau bac de stockage de térébenthine TC72.

TITRE 9 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 9.1.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés choisis en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Coopération for Accreditation ou EA).

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICES ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.2.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques

Article 9.2.1.1 Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2 sont réalisées annuellement.

Article 9.2.1.2 Autosurveillance odeurs

L'exploitant procède à une campagne au moins tous les deux ans de mesure des émissions de composés odorants (soufre total réduit, H₂S) en sortie de la chaudière n°10 et du four à chaux.

L'exploitant procède à une campagne au moins quinquennale de mesure olfactométrique du débit d'odeur.

L'Inspection des installations classées peut demander la réalisation de campagnes d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 9.2.2 Autosurveillance du milieu

Article 9.2.2.1 Surveillance des eaux de surface

Une analyse annuelle sur la Leyre, en amont et en aval du site, est réalisée au minimum sur les paramètres métaux (cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure et arsenic), AOX, hydrocarbures totaux, COT, fluor et cyanure libre..

Une mesure mensuelle du débit du Lacanau en aval du pompage de l'exploitant est réalisée. Cette mesure est hebdomadaire en période d'étiage.

L'emplacement précis des points de contrôle est fixé par l'Inspection des installations classées en accord avec le service chargé de la Police de l'Eau.

Une analyse annuelle sur l'Eygat est réalisée au minimum sur les paramètres, MES, DCO, COT, DBO5, sodium, sulfates, ammonium azote global, phosphore total, cadmium chrome cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, arsenic, AOX, indice phénol fluor, cyanure libre et hydrocarbures totaux (C10-C40). Les résultats d'analyses, commentés, doivent être transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées via GIDAF.

Article 9.2.2.2 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place et maintien un réseau de surveillance des eaux souterraines constitué a minima des piézomètres repérés en annexe.

Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements sont réalisés semestriellement, conformément au tableau ci-dessous.

Paramètres	Carbonates/Nord Est						Sau-gnac		BSU			Surveillance usine							
	Pz31	Pz32	Pz33	Pz41	Pz42	Pz43	Pz7	Pz8	Pz37	Pz38	Pz39	Pz5	Pz15	Pz30	Pz4	Pz10	Pz16	Pz25	Pz27
Hauteur de nappe	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
pH in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Température in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Conductivité in situ	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Potentiel REDOX in situ																			
DCO												X	X	X	X	X	X	X	X
COT	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X								
DBO5																			
Phosphore total																			
Azote Global																			
NH4+	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
SO42-	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
CO3	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X								
Ca	X	X	X	X	X	X													
Na	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X								
Métaux totaux							X	X				X	X	X	X	X	X	X	X
Cd	X	X	X	X	X	X													
Cr	X	X	X	X	X	X													
Cu	X	X	X	X	X	X													
Ni	X	X	X	X	X	X													
Pb	X	X	X	X	X	X													
Zn	X	X	X	X	X	X													
Hg	X	X	X	X	X	X													
As	X	X	X	X	X	X													
Se	X	X	X	X	X	X													
Sb							X	X											
Mo	X	X	X	X	X	X	X	X											

Hydrocarbures totaux						X	X	X	X	X									
HAP						X	X												

Ces prélèvements sont réalisés quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable pouvant avoir une incidence sur les eaux souterraines.

Article 9.2.2.3 Surveillances des sols

La fréquence de surveillance est au maximum de dix ans.

Article 9.2.2.4 Transmission des résultats liés au stockage de carbonates de calcium

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/07/2024 concernant la « transmission des résultats » est modifié comme suit :

L'exploitant tient un bilan des analyses des eaux souterraines et eaux de surface. À chaque nouvelle analyse, il compare les résultats obtenus avec les campagnes précédentes et, analyse l'évolution des différents paramètres dans le temps.

Ces résultats d'analyses, commentés, doivent être transmis semestriellement via l'application GIDAF à l'Inspection des Installations Classées.

Article 9.2.2.5 Évaluation périodique de l'état des milieux et réévaluations périodiques des solutions techniques

L'exploitant assure une surveillance de l'état quantitatif du Lacanau et se tient informé de l'état quantitatif de la Leyre. Il réévalue et justifie de la pertinence de la solution de déplacement temporaire du point de pompage et de l'absence de solutions alternatives tous les 10 ans.

La prochaine évaluation est à transmettre à l'inspection des installations classées en 2030.

Article 9.2.3 Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans ou plus si demande de l'inspection, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces mesures seront réalisées conformément aux modalités de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et au plan de l'article 6.2.2 du présent arrêté.

Article 9.2.4 Autosurveillance des déchets

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportées, notamment, les informations suivantes :

- codification réglementaire en vigueur ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation (filrière d'élimination) ;

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 9.3.1 Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour

l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.3.2 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet les résultats dans le mois qui suit la réalisation des analyses à l'inspection des installations classées. Cette transmission est réalisée par voie informatique sur le site dédié du ministère en charge de l'environnement.

Lors de ces transmissions, l'exploitant analyse les résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1.

Il justifie des éventuelles actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Article 9.3.3 Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application du 9.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

Article 9.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant transmet chaque année au ministre chargé de l'environnement une déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.

La transmission de la déclaration des émissions de l'année N est transmise par télédéclaration avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

TITRE 10 PROTECTION DE LA FAUNE, DE LA FLORE ET DES HABITATS

CHAPITRE 10.1 PROTECTION DES HABITATS

Article 10.1.1 Dispositions générales

Afin de protéger les habitats, l'exploitant met en œuvre les mesures permettant :

- de délimiter tous les zones écologiquement sensibles au sein de l'établissement, sur la base de l'étude d'impact et d'investigations complémentaires dont les résultats seront transmis à l'Inspection ;
- d'interdire tout accès non contrôlé à ces zones au personnel et aux engins ;
- de sensibiliser le personnel aux précautions à prendre à proximité de ces zones ;
- d'interdire tout dépôt ou installation de chantier dans ou à proximité directe des boisements du lit majeur du Lacanau ; en particulier pendant les périodes de ponte.

CHAPITRE 10.2 IMPACTS ÉCOLOGIQUES : MESURES DE SUPPRESSION, RÉDUCTION, COMPENSATION

L'exploitant veille à respecter l'ensemble des engagements pris dans l'étude du milieu naturel (juin 2013 – BKM) – projet de bassin de sécurité ultime à l'usine de Fature Biganos.

Article 10.2.1 Mesure de réduction

Phase d'exploitation

- Mise en œuvre des mesures classiques de prévention des pollutions, etc.
- Entretien des aménagements paysagers (digue du bassin de confinement).
- Mise en place de clôture autour des bassins et conservation du grillage à fine maille (ou d'un petit muret en béton) de 50 à 80 cm de hauteur et jointif au sol installé durant la phase chantier.
- Mise en place d'au moins une échappatoire (faune) grillagée sur la géo-membrane du bassin de confinement.

TITRE 11 DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 11.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R181-50 du Code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par le pétitionnaire ou exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même Code dans un délai de **deux mois** à compter de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Pour les décisions mentionnées à l'article R 181-51 du Code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation pour l'auteur du recours de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Cette notification est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

CHAPITRE 11.2 PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Biganos et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – www.gironde.gouv.fr.

CHAPITRE 11.3 EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Arcachon,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune Biganos,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 10 NOV. 2024

Pour le Préfet et la Préfète
la Secrétaire Générale

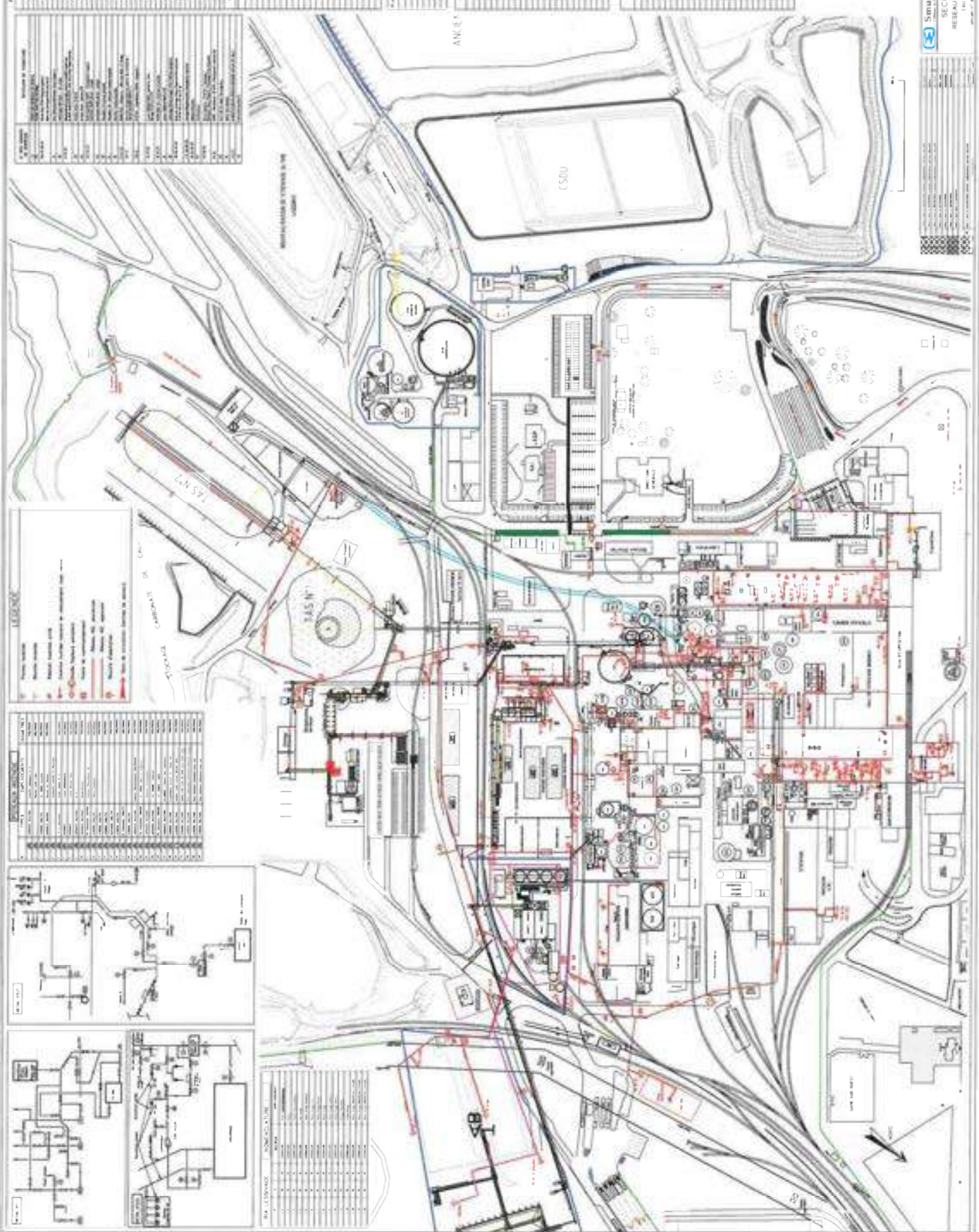
Aurore Le BONNEC

Annexe 1 : Plan d'implantation des éléments de défense incendie

Figure 1: A schematic diagram of a multi-layered structure. The top layer is labeled 'Top Layer' and contains a grid of small squares. Below this is a 'Middle Layer' with a grid of larger squares. The bottom layer is labeled 'Bottom Layer' and contains a grid of small squares. The entire structure is labeled 'Figure 1' at the bottom.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------

A VIEW PAPERS		NOMENCLATURE 3	
SP	NO	CLASS	NO. OF PAGES
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31
32	32	32	32
33	33	33	33
34	34	34	34
35	35	35	35
36	36	36	36
37	37	37	37
38	38	38	38
39	39	39	39
40	40	40	40
41	41	41	41
42	42	42	42
43	43	43	43
44	44	44	44
45	45	45	45
46	46	46	46
47	47	47	47
48	48	48	48
49	49	49	49
50	50	50	50
51	51	51	51
52	52	52	52
53	53	53	53
54	54	54	54
55	55	55	55
56	56	56	56
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100

[illegible][illegible][illegible]

Annexe 2 : Plan des piézomètres

